

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

numéro
spécial-été

gauche : 1er bilan

M 2242 - 364 - 6 F NUMÉRO SPÉCIAL - JUILLET/AOUT 1982 - 12ème année - N° 364 - 6 F



vers l'état-p.s. ?

Depuis plus d'un an, les socialistes sont confrontés non plus en paroles, mais en actes, avec la question de l'Etat. Le nouveau gouvernement aura-t-il raison des appétits du P.S. et saura-t-il produire autre chose que l'étatisme habituel à la Vème République ?

La question de l'Etat a été depuis plus d'un siècle au centre de toutes les controverses entre socialistes, particulièrement en France où l'analyse marxiste a du coexister, dès le départ, avec un courant marqué par une défiance extrême vis-à-vis de l'appareil d'Etat. Ainsi ce qui a fait le fond de la querelle entre guesdistes et proudhoniens au début de siècle, comment ne pas en retrouver la trace dans le débat entre d'une part autogestionnaires rocardiens pour qui l'impulsion du changement se trouve dans les pouvoirs «de base» (lieux de travail, communes, régions) et d'autre part néo-marxistes du CERES comptant d'abord sur une action «d'en haut» pour accélérer les transformations. D'où des différences au niveau de la pensée politique avec d'un côté des hommes comme P. Rosanvallon et Julliard qui en appellent à une autre forme d'Etat, plus restreint, plus arbitral et qui permette l'éclosion des contre-pouvoirs, et de l'autre l'équipe autour de J-P Chevènement qui ramène l'Etat à l'expression d'un projet social ou politique : capitalisme ou socialisme.

Mais aussi des différences dans la stratégie à suivre dans l'appareil d'Etat, hier dans l'opposition, et dans la façon de s'en servir aujourd'hui dans la majorité. Aux rocardiens, très marqués par l'expérience de mai 1968, qui pensent que la gauche doit se mettre à la conquête de tous les pouvoirs, sans quoi les transformations seraient peu durables, le CERES répond par une longue pratique de la technocratie et de la colonisation de l'administration. Force est de constater que ce n'est ni l'une ni l'autre de ces stratégies qui a permis la victoire de la gauche en mai 1981 et cela par méconnaissance de ce qu'était devenue la France et l'Etat sous Giscard. En effet, les rocardiens, trop confiants dans le mythe développé

depuis Mai 68 aussi bien par les régionalistes que l'Ecologie d'un

pays réel hérissé de contre-pouvoirs, mésestimaient l'apathie profonde qui régnait et la complète destruction du tissu social qu'avait permis le modèle industriel. Seules les revendications catégorielles et corporatives, bien vivantes, pouvaient laisser espérer en un poujadisme de gauche face au poujadisme de droite.

Quant aux partisans de la colonisation de l'Etat, ils avaient, de leur côté, méconnu le niveau de giscardisation de la haute administration et le caractère très idéologique du libéralisme avancé qui avait séduit de nombreux esprits.

Au contraire du gaullisme, qui avait su conserver la pluralité dans la haute fonction publique (la gauche et les communistes ont longtemps joué un rôle important dans la planification et la prévision économique sous la Vème République) et une large marge de manœuvre pour les ministres dans leurs domaines, le giscardisme s'est constamment affirmé comme la mise en œuvre de la pensée libérale économique et cela sous l'étroite surveillance du chef de l'Etat. Face à ce système bien implanté dans l'appareil étatique, les socialistes ne pouvaient connaître que peu de succès et être rapidement marginalisés.

La victoire du 10 mai a-t-elle marqué le début d'une épuration de l'Etat voulue par la fonction publique socialiste ? A-t-on assisté dans la répartition des postes ministériels à une victoire des technocrates sur les autogestionnaires, marquant ainsi une dérive étatiste du nouveau pouvoir ?

Après un an, tout le monde s'accorde pour dire que l'épuration n'a pas été très profonde même si elle ne semble pas achevée. Si certains éléments giscardiens trop voyants (dans les médias) sont partis, la «force tran-



■ François Mitterrand : un souci de l'unité et la volonté de s'élever au dessus des partis

quille» a su choisir les compétences contre la rancune, faisant oublier les discours partisans du Congrès de Valence.

Ce choix en faveur du maintien en place des compétences était rendu nécessaire par l'action formatrice que le gouvernement s'était assigné cette année : la mise en place des réformes aussi profondes que la décentralisation, les nationalisations, les ordonnances sociales, ne pouvait s'effectuer dans l'improvisation. Elle ne pouvait se faire de plus sans que l'Etat apparaisse comme un élément moteur du changement, d'où le renforcement au sein du gouvernement du chef de file du CERES et la constitution de grands départements ministériels dans la droite ligne de la tradition gaullienne. Avec des avantages connus : l'efficacité, le caractère durable des transformations entreprises, mais aussi le risque de méconnaître les aspirations quotidiennes des Français, l'aspiration à un meilleur partage des revenus, à des

conditions autres de vie et de travail, méconnaissance qui, dans le passé, s'est traduite par une crise grave. En ce sens la Nouvelle Citoyenneté reste un slogan.

L'autre risque c'est que l'Etat devienne l'enjeu des partis. Malgré le slogan de l'Etat-UDR, ni sous de Gaulle, ni sous Pompidou, la machine électorale gaulliste n'a eu de prise sur la haute politique du gouvernement. Au contraire, aujourd'hui, les déclarations intempestives des chefs du P.S., la conduite partisane de certains ministres qu'illustre bien l'actuelle affaire de la mairie Paris, amèneront à penser que les commissions du Parti sont plus écoutées que certains cabinets ministériels. Pourtant, la seule chance du nouveau pouvoir de mobiliser largement les Français autour de son action, c'est de maintenir l'Etat hors des appétits partisans. A quoi serviraient, sans cela, les appels à l'unité du chef de l'Etat.

Olivier MOULIN

politique étrangère : l'essentiel préservé

Lorsque nous avons appelé à voter pour François Mitterrand, au printemps 1981, nous n'avions pas caché cependant certaines de nos inquiétudes dans le cas d'une victoire du premier secrétaire du Parti socialiste. Et parmi les plus graves figuraient celles tenant à la politique étrangère.

Certes, le pire eut été un nouveau septennat de Giscard, dont le seul dessein était la réintégration de notre pays dans la dépendance atlantique et qui entendait les « affaires étrangères » dans un sens très étroit (faire des affaires à l'étranger) voire parfois très personnel (Centrafrique). Avec l'élection de François Mitterrand, l'hypothèque sur l'intégrité de l'hôte temporaire de l'Élysée était levée. Mais non les incertitudes quant au recouvrement d'un grand projet diplomatique pour la France. Le nouveau président émanait d'un Parti connu pour son atlantisme et qui s'était longtemps opposé à une politique de défense nationale indépendante. François Mitterrand saurait-il se montrer le véritable chef de la diplomatie de la France, dans la lignée du général de Gaulle ? Ne lui faudrait-il pas, dans ce domaine qui ne saurait pourtant souffrir aucun reflet des intérêts partisans ou des susceptibilités idéologiques, laisser s'exprimer les tendances parfois contradictoires de l'appareil socialiste ainsi que celles pouvant provenir de la participation communiste au gouvernement ? Enfin François Mitterrand saurait-il oublier les sentiments et préférences personnelles du Premier secrétaire du P.S. ?

DU NÉGATIF...

La nomination à la tête du ministère des Relations extérieures de Claude Cheysson a été une er-

reur, il faut le dire. Atlantiste et européiste notoire, Claude Cheysson est le digne héritier de cette suite de ministres des Affaires étrangères médiocres qui se sont succédés depuis mai 1974. En un an, que de temps perdu dans le rattrapage de gaffes et de maladresses ! Que d'orientations mal définies, de discours vagues, entortillés ou tout simplement contradictoires, de faiblesses apparentes ou réelles. Ainsi sur la Pologne où un certain flou a précédé une prise de position ferme condamnant le régime militaire. Malheureusement, quelques jours plus tard, c'était l'annonce, non seulement inopportune mais choquante, de la signature d'un contrat de gaz avec l'Union soviétique qui montrait bien que les grands principes, exprimés précédemment sans risque envers l'Afrique du Sud, laissaient place vis-à-vis de l'URSS, à un réalisme à courte vue. Ainsi la conférence de Madrid où la France s'est obstinée à rester, malgré l'humiliation subie par notre ministre des Relations extérieures, alors que la France se doit de dénoncer les accords d'Helsinki (nous le disons depuis longtemps, avec Michel Jobert).

Il faudrait parler de nombreuses incohérences et encore du réalisme à courte vue qui se sont notamment manifestés lors de la guerre des Malouines. Tout en affirmant que la France n'avait jamais reconnu la souveraineté britannique sur ces îles, le président a fait prendre de sévères mesures de rétorsion contre l'Argentine (au moment de négociations difficiles avec la Grande-Bretagne sur sa participation financière au Marché commun...), cela au risque de voir compromis nos amitiés et nos intérêts latino-américains. Plus que tout, dans cette affaire, ce sont les arguments idéologiques invoqués pour justifier notre politique qui inquiètent.



■ Michel Jobert aux Affaires étrangères nous sauverait du catastrophique Cheysson

LA CHANCE TOURNE

Sur la question du Proche Orient, François Mitterrand s'est là encore, au début, laissé guider par ses sentiments. La politique française a connu une suite d'échecs et de reculades, ponctuée cependant par des actes de courage (l'affirmation devant la Knesset du droit des Palestiniens à un Etat, la visite-éclair de Mauroy à Beyrouth...) qui ont permis d'éviter que la France ne perde totalement pied dans le monde arabe. Notre abandon d'une grande politique arabe, maintenue tant bien que mal depuis vingt ans, risquait de nous coûter fort cher. C'est alors que Beghin a lancé sa guerre d'extermination contre l'O.L.P.

L'activité fébrile de notre diplomatie, notamment à l'ONU, est-elle à la mesure de l'événement ? En tout cas elle a le mérite de démarquer la France des Etats-Unis et oblige ces derniers à révéler leur jeu. La coopération avec l'Egypte, jusqu'alors imprudente, devient positive au moment où à la faveur du quasi lâchage de ses alliés par l'URSS, le président Mubarak semble devoir jouer un rôle prépondérant au sein de la nation arabe. C'est également une

grande chance pour notre pays que des intellectuels juifs français, dont l'ami de Mitterrand Pierre Mendès-France, aient su prendre à temps des positions d'un courage sans égal. Tant et si bien que, malgré les erreurs passées, c'est vers la France que se tournent à nouveau tous ceux qui cherchent une solution politique aux problèmes du Proche Orient. Cela était inespéré pour nos diplomates. On veut croire que, forts de leurs récentes, et cuisantes, expériences, ils sauront saisir l'occasion.

... ET DU POSITIF

Il faut reconnaître qu'un ton moins hésitant, un ton dû au Président de la République lui-même et que certains, non sans raison, qualifient de gaullien, se manifeste. Ce fut tout d'abord la déclaration commune de la France et du Mexique sur le Salvador qui visait à la fois les impérialismes américain et soviétique. Il y eut le discours de Cancun. Le voyage de Mitterrand en Algérie fut un succès dont on peut mesurer l'ampleur en se rappelant le goût amer qu'avait laissé celui de Giscard dans le même pays. En Afrique noire, le président de la République sut aussi trouver le ton juste pour réaffirmer que la France tenait à son rôle traditionnel et voulait aider le tiers monde à sortir de l'exploitation éhontée de ses ressources naturelles par un système international fonctionnant au profit exclusif des Etats-Unis.

Face à ces derniers, les sentiments d'amitié et de confiance sans cesse réaffirmés ont pu nous agacer. Mais nous voulons bien nous laisser convaincre par Michel Jobert pour qui le président français a voulu ainsi mettre notre encombrant allié publiquement devant ses responsabilités. Dès lors la dénonciation sévère par F. Mitterrand du non-respect par les Etats-Unis des engagements pris à Versailles acquerrait-elle un poids nouveau.

Si Michel Jobert a raison il faut constater que le président agit comme s'il avait tout le temps devant lui. Mais, comme au général de Gaulle, ce sera la durée qui lui manquera, la durée - au delà d'un septennat, au-delà d'une simple vie d'homme - sans laquelle aucune grande politique étrangère, aucune politique capétienne face aux grands impérialismes, n'est possible.

Axel TISSERAND

**pour
vous abonner
à Royaliste ?
voir page 15**

sortir du cycle recession /chômage

Depuis l'avènement de F. Mitterrand, la droite, qui oublie un peu vite ses propres insuffisances, crie tous les matins à la faillite. Pourtant, malgré les fautes et les improvisations, la catastrophe tant annoncée ne s'est pas produite.

Pendant longtemps, le mythe du gigantisme industriel a tenu le haut du pavé : on croyait alors que les grands groupes privés étaient indispensables à l'économie nationale et à sa croissance; l'efficacité et la compétitivité était à ce prix. Derrière ces termes se cachait en fait une volonté de puissance qui ignorait que la logique du capitalisme n'est pas industrielle, mais financière : seul compte le profit, et non la création véritable de richesses. Dans ce cadre, les groupes réduisent à peu de chose la «liberté d'entreprendre» : les royalistes, soucieux du bien commun, ont toujours été sensibles à l'abaissement des féodalités, y compris sous leur forme moderne. C'est pourquoi ils ont approuvé l'essentiel des nationalisations opérées par la gauche, même si elles comportent des incohérences.(1) Elles permettent de mieux maîtriser la politique industrielle.

LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Cependant, cette approbation n'est pas inconditionnelle, des nationalisations à l'opposé d'une étatisation, doivent être l'instrument d'une déconcentration industrielle et financière et, au-delà, d'une authentique décentralisation. Sur le plan social, il est souhaitable que les entreprises nationales, évoluent vers une autogestion novatrice (notamment par transfert d'une partie du capital au personnel...).

Quoi qu'il en soit, la volonté de rompre avec le libéralisme «mondialiste» cher aux giscardiens ne fait pas de doute. L'idée de reconquête du marché intérieur se précise. Certes, les mesures prises dans la sidérurgie, la chimie ou le textile ne permettront guère que de «sauver les meubles». Mais les pouvoirs publics s'intéressent à

des domaines jusqu'ici négligés. Les plans en faveur du Cuir, du Bois, des Machines-outils, voire de l'Informatique (même si, pour cette dernière, des incertitudes subsistent) sont de bon augure; l'attention portée à la recherche, laquelle conditionne l'avenir, également. A cet égard, l'extension des attributions de M. Chevènement qui coiffe désormais la recherche et l'industrie, est significative.

LES PROBLEMES SOCIAUX ET LE CHOMAGE

Lorsqu'elle a accédé au pouvoir la gauche s'est attachée à donner satisfaction aux plus défavorisés. Ont été relevés : les allocations familiales (plus de 25%) le minimum vieillesse (+20%) et le SMIC (+25% en un an, soit environ +10% de pouvoir d'achat). C'est justice, car la pauvreté est encore plus dure dans une société globalement riche. Mais, au-delà des cas limites, dans une France où les classes moyennes sont majoritaires, l'Etat providence trouve ses limites : en huit ans, le pourcentage des prélèvements (par rapport au produit intérieur brut) est passé de 36 à 43. Il semble impossible d'aller plus loin si l'on veut laisser aux entreprises publiques ou privées la possibilité d'investir, donc de se développer.

Pour ce qui est des victimes du chômage, le bilan est plutôt positif, mais la relative stabilisation s'est faite à un niveau élevé (plus de 2.000.000 de chômeurs). Il est vrai que l'héritage était lourd. Les créations d'emploi dans le secteur public (de l'ordre de 90.000 postes pour 1982) contribuent à ce bilan mais concernent surtout le secteur tertiaire (services) non directement productif. Quant à la réduction du temps de travail, il semble qu'elle ait atteint ses limites. La 5ème semaine de congés et



■ La nécessité de rompre avec le mythe du gigantisme industriel

la semaine de 39 heures ont été adoptées et cette dernière, par l'aménagement annuel du temps de travail qui l'accompagne, contribue à une meilleure utilisation des machines.

LA POLITIQUE BUDGETAIRE ET MONETAIRE

Il est indéniable, qu'au départ, le gouvernement avait mis sur une reprise fondée sur la relance de la consommation. Pour ce faire, il a accru le déficit budgétaire, déjà amorcé sous le précédent septennat. Maintenu dans des limites raisonnables, l'endettement peut être bénéfique, s'il est utilisé pour créer, à terme, de nouvelles richesses : c'est plus l'utilisation du déficit (par les choix budgétaires) qui importe que le déséquilibre lui-même. Il était indispensable que cette relance de la consommation soit relayée. Or cela ne s'est pas produit, notamment parce que les autres pays industrialisés pratiquaient une politique différente. Si la première dévaluation découle de l'héritage giscardien, la seconde ne lui est due qu'en partie. Trois phénomènes s'y sont ajoutés :

- l'effet (psychologique) de l'accroissement du déficit budgétaire,
- l'inflation qui, n'étant pas un objectif prioritaire, a dépassé nettement celle de nos principaux partenaires,
- la politique monétaire, à taux d'intérêts élevés, menée par les Etats-Unis, sans aucun égard pour les autres pays.

C'est dans ce contexte qu'intervient le blocage des prix et des salaires (nécessité impérieuse de juguler l'inflation, à laquelle s'ajoute l'absence de consensus social due à la montée des corporatismes). Incontestablement, il faut l'interpréter comme un alignement partiel et, souhaitons-le, provisoire sur la politique de

nos partenaires libéraux. En tous cas, nos dirigeants sont persuadés qu'on ne sortira pas du cycle infernal récession/chômage sans une refonte du système monétaire international qui remette enfin le dollar à sa place. Michel Jobert nous déclarait récemment (2) : «Il faut progresser vers un solution qui n'est pas seulement de faire baisser des taux d'intérêts... mais qui est d'instaurer une coresponsabilité dans la gestion de la création monétaire internationale». A propos du libre-échange et du commerce extérieur, il nous disait également que l'équilibre, pour la France, est délicat «entre l'ouverture de son économie... et la nécessité de ne pas subir une division internationale du travail qui ferait disparaître des secteurs entiers de son industrie».

Certes, il y a eu de nombreuses incohérences, voire des improvisations, dans la politique économique menée depuis un peu plus d'un an. Mais au-delà des mesures immédiates, une analyse correcte des causes profondes est menée par le pouvoir. Une volonté qui faisait défaut sous le précédent septennat se manifeste notamment dans les déclarations de M. Mitterrand et de certains ministres. Cependant, l'expérience montre qu'entre l'action sur le plan international et l'absence de consensus dans les différentes classes de la société française, la marge de manœuvre reste étroite. Pour surmonter les obstacles, la gauche devra montrer sa capacité à susciter de nouvelles initiatives (par une décentralisation réelle) et à créer de nouvelles solidarités.

Alain SOLARI

(1) Pourquoi, par exemple, avoir nationalisé Thomson-Brandt (qui fabrique des «produits blancs» : réfrigérateurs, etc.) et non CSF (armement, composants électroniques...) qui appartient au même groupe ?

(2) Voir «Royaliste» 361.



■ «la nation en armes» : un concept désuet datant de la Révolution

défense : continuité ou sclérose ?

Par leur doctrine militaire actuelle, grâce à la personnalité de François Mitterrand, la sécurité de la France est aujourd'hui garantie. Mais les socialistes ont encore beaucoup à évoluer pour mettre en œuvre une défense nationale en accord avec les exigences de la stratégie moderne et les intérêts du pays.

Lorsque le trompettiste Maurice André s'inquiète à la radio⁽¹⁾ sur le sort d'un jeune flûtiste argentin que son pays a envoyé faire la guerre aux Malouines, c'est aussi la noire inconscience des stratèges français qu'il dénonce. Qu'un génie de 17 ans 1/2 ait pu être massacré dans une guerre limitée comme celle des Malouines, doit faire réfléchir. Les Argentins ont envoyé au «casse-pipe», indistinctement, leurs intellectuels, leurs ouvriers, leurs paysans, et ceux-ci, très inexpérimentés, se sont consciencieusement fait décimer. De l'autre côté, l'Angleterre n'engageait que des soldats de métier, et, avec un certain cynisme, des Chinois et des Birmans. Dans les airs où, de part et d'autre, des techniciens s'affrontaient avec des matériels également sophistiqués, les Argentins firent jeu égal avec les Anglais. Sur terre, le général Gallois a pu le déclarer au «Parisien libéré», ce fut la victoire de la technicité et du professionnalisme anglais. Le gouvernement argentin, bien que dictatorial, en reste aux principes de la guerre populaire, de la guerre démocratique, inventée par la Révolution française, portée au summum de son horreur avec les hécatombes de la guerre de 14/18 et encore en

honneur chez les dirigeants français. L'Angleterre en reste, elle, à des principes d'«Ancien Régime», et là, comme dans d'autres domaines, est la voie de l'avenir.

IL FAUT UNE ARMÉE DE MÉTIER

Si, comme le gouvernement socialiste a fait savoir que c'était possible, nos forces d'intervention étaient appelées sur quelque front en Afrique, dans l'Océan indien, au Proche-Orient, bien vite on devrait recourir à des «appelés du contingent». Il faudrait alors prier pour que nos troupes ne rencontrent pas des soldats de métiers. Et même, s'il ne s'agissait que d'un ennemi facile, la mort du moindre civil enrôlé de force dans l'armée de la République au nom du concept désuet de la «nation en arme»⁽²⁾, serait un scandale. Pour des guerres limitées (toujours possibles), pour des interventions extérieures (nécessaires lorsqu'il s'agit de réparer des fautes politiques), c'est d'une véritable armée de techniciens, supérieurement équipée, que la France a besoin, pas d'un monceau de chair à canon.

Il n'y a que pour la défense du territoire métropolitain, du «sanctuaire national» que le sacrifice de dizaines de milliers de Français pourrait sembler juste... Or, précisément il serait inutile, donc stupide. Ce n'est pas en précipitant au devant des chars russes des milliers de jeunes Français, fussent-ils formés à la lutte antichars en des temps records, que l'on écartera le danger, mais seulement par la dissuasion nucléaire.

Qui oserait le nier aujourd'hui, à part des communistes ou des pacifistes manipulés par la propagande soviétique ? Il faut reconnaître à M. Hernu le mérite d'avoir largement contribué à convertir son parti à la doctrine de la dissuasion nucléaire, conversion qui ne fût définitivement acquise qu'à partir de 1977.

C'est grâce à cette évolution que l'on peut affirmer aujourd'hui que le gouvernement socialiste, assurant la continuité avec les gouvernements précédents, est à même de garantir les intérêts vitaux du pays. Plus même, étant donné que la dissuasion est quelque chose de psychologique avant tout, la détermination affichée de M. Mitterrand, qui contraste singulièrement avec les problèmes de conscience avoués par M. Giscard, est un facteur de sécurité plus grand pour notre pays.

Alors pourquoi faut-il que la continuité se fasse aussi dans la médiocrité ? Pour quelques voix de plus ?

Qu'on se rappelle le général Bigeard se lamentant parce que l'effort sur le nucléaire a finalement nuit à la condition militaire... Voilà le dilemme pour M. Hernu : comment se ménager le groupe de pression militaire, tout en modernisant les armements et, surtout, notre capacité de dissuasion nucléaire. Ajoutez à cela un budget d'austérité !

Par démagogie le Parti Socialiste avait promis le service national à 6 mois, mais pour des raisons économiques et de propagande (les courbes du chômage) le gouvernement socialiste doit revenir sur cette promesse, à la grande satisfaction de l'encadrement militaire. Le souci des intérêts vitaux du pays n'est pour rien dans ces revirements. Notre intérêt vital commanderait l'organisation d'une véritable armée de métier, et un effort considérable dans le domaine de la dissuasion nucléaire.

ET L'ALLEMAGNE ?

Mais que pensez-vous du problème de la «bataille de l'avant» qui doit nous permettre de tester les intentions réelles des forces du Pacte de Varsovie déferlant sur l'Allemagne fédérale ?

A ce genre de question il faut répondre que si les généraux français, qui préparent perpétuelle-

ment les guerres qu'ils ont perdu autrefois, rêvent à cette formidable bataille de chars sur le «théâtre» européen, on n'est pas obligé de les suivre dans leurs phantasmes dangereux. La doctrine militaire soviétique telle qu'elle est enseignée aux officiers des pays de l'Est indique un tout autre scénario.

Il est vrai que l'Allemagne fédérale est très menacée et que nous devons nous soucier de son sort. (Imagine-t-on la France seul pays libre du continent européen?). Le général Gallois a bien montré que grâce à la précision de plus en plus grande de leurs fusées, les Soviétiques seraient en mesure d'anéantir en quelques heures les forces militaires classiques des pays proches dépourvus d'une force de frappe nucléaire. De tels pays entièrement désarmés, mais dont les populations et le potentiel industriel auraient été épargnés seraient prêts à accepter ensuite, mais ensuite seulement, l'arrivée des chars russes. Un simple coup de téléphone menaçant à Washington pourrait alors permettre aux Soviétiques de commencer le travail habituel de «normalisation». Voilà ce qui menace l'Allemagne fédérale. Que faire ?

Dans la mesure où il apparaît pour l'instant politiquement peu crédible que la France propose, ni que la R.F.A. accepte, une couverture nucléaire par nos propres moyens, seul le réengagement américain sur le territoire allemand peut faire reculer les Soviétiques. En effet les nouvelles armes que le président Carter a proposées aux Européens ont deux caractéristiques : 1/ elles sont mobiles et donc assez largement indétectables - 2/ elles ne peuvent être servies que par des citoyens américains (en tout cas pas allemands) car il s'agit d'armes nucléaires. Si les Soviétiques voulaient détruire de telles bases ils devraient accepter le risque de faire couler le sang américain avec toutes les conséquences que cela pourrait comporter. Le déploiement de telles armes est la seule chance pour l'Allemagne fédérale d'échapper à une soumission plus ou moins à long terme, plus ou moins totale, à l'impérialisme soviétique. (3) A la décharge des pacifistes allemands qui ne comprennent pas l'enjeu, il faut dire que les ambiguïtés de la politique américaine et ses revirements toujours possibles brouillent les cartes.

Frédéric AIMARD

(1) France-Inter «la musique aux musiciens», 30/6/82.

(2) «Tout citoyen doit être soldat et tout soldat citoyen» J-J Rousseau.

(3) Nous développerons tous ces thèmes dans notre revue de réflexion, à la rentrée.

que veut la droite ?

Le 10 mai la droite, pour la première fois depuis 23 ans s'est retrouvée dans l'opposition. Tout autant surprise que les vainqueurs elle n'a su mener jusqu'à présent que des combats d'arrière-garde. Cependant les tentatives pour doter l'opposition d'une stratégie se multiplient et risquent, les faux pas du gouvernement aidant, de lui redonner force et cohérence.

Décentralisation, nationalisations, droits des travailleurs, dans tous les grands débats qui ont agité le Palais Bourbon depuis un an l'opposition a utilisé toutes les procédures parlementaires possibles pour retarder le vote des principales réformes du nouveau pouvoir. En pratiquant une tactique de harcèlement législatif, elle a cherché à pousser le gouvernement et sa majorité à la faute politique. Force est de constater que cette première tactique a fait long feu. Malgré les obstructions systématiques, les nombreuses motions de censure et les provocations - comme l'intervention de Labbé, président du groupe RPR, demandant la démission de Mitterrand - le gouvernement a réussi à faire passer ses principaux projets. Sans faux pas, mais avec un certain retard et en dépit du PS dont l'ultracisme risquait de tout compromettre.

RECHERCHER UNE STRATEGIE...

De nombreux membres de la nouvelle opposition n'ont pas attendu l'échec prévisible de cette tactique pour se lancer dans des initiatives visant à doter l'opposition d'une stratégie et d'une doctrine. La stratégie tout d'abord. Le «Club de l'Horloge» proche de la Nouvelle droite a développé les trois possibilités : l'opposition systématique, consistant à attiser les mécontentements, ou une stratégie de compromis qui se traduirait par quelques concessions à la gauche pour mieux convaincre les électeurs de rompre celle-ci lors des prochaines élections; ou enfin une stratégie de rassemblement visant moins à se définir par rapport à l'adversaire qu'à se poser en meilleur garant de l'unité nationale. Le choix entre ces différentes hypothèses a partagé l'opposition. Bénéficiant d'une position-clé à la mairie de Paris et disposant d'un mouvement de masse facilement mobilisable, Chirac

était tout désigné pour jouer la meilleure stratégie, celle du rassemblement offensif. En revanche, Giscard d'Estaing redevenu simple présidentiable avec une UDF divisée, ne pouvait qu'adopter celle du compromis. En conséquence, il s'est abstenu de polémiquer et a cherché à prendre de la hauteur, n'hésitant pas à parler, sans rire de «nouvelle alternance» et d'«après socialisme».

... ET UNE DOCTRINE

Restait la doctrine. Dans le domaine économique tout d'abord où l'opposition est apparue singulièrement pauvre.

Le RPR a bien ébauché un programme économique mais celui-ci a plus été un recueil de critiques qu'un projet économique capable de relancer notre économie. Affirmer comme le fait Chirac que «relancer les investissements implique qu'il faut redonner confiance aux chefs d'entreprises et aux travailleurs» est un lieu commun. Conclure que «la création de richesse passe par une redistribution plus juste» peut étonner de la part du RPR qui s'est toujours opposé à toutes les propositions de redistributions équitables de la gauche. Enfin lancer que «les socialistes depuis Léon Blum en 36 n'ont rien appris ni rien compris» prête à sourire venant d'une opposition dont toute l'ambition n'est que de reconduire son ancienne politique.

Quant à la réflexion économique giscardienne, qui se traduit par l'édition de nombreux livres, prenant ses modèles outre-atlantique, elle manque d'originalité et de crédibilité. (1)

Ce manque d'imagination est encore plus flagrant dans le domaine de la réflexion politique. Au pouvoir, la Droite avait délaissé

au profit de la gauche, les débats d'idées préférant se consacrer à la gestion du pays. Dans l'opposition elle regrette maintenant cruellement d'avoir négligé ce domaine. La floraison des clubs de réflexion depuis le 10 mai est révélatrice. Justice et Liberté, Club 89, PAGEL, Horizon 86, autant de clubs qui se sont donné pour double objectif d'élaborer un véritable programme et de former de nouveaux cadres politiques. Si ces clubs connaissent un certains succès, grâce à leur refus des structures contraignantes des partis politiques, et parce qu'ils donnent à leurs membres l'illusion de former une élite, en revanche il est peu probable qu'ils atteignent des sommets dans la réflexion. Les Clubs ne remplaceront pas ce que seule une longue pratique des débats peut apporter. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que certains, comme le Club 89, aient remis à jour des

colloque «Pour une alternative au socialisme» de décembre 81, en raison du refus de Raymond Aron et des économistes libéraux de cautionner «une entreprise aliénant les valeurs démocratiques» laisse penser qu'il faudra attendre longtemps pour que la «riposte de l'intelligence» n'aboutisse.

ATTENDRE LES FAUX PAS

Aussi, c'est plus les faux pas du gouvernement que les critiques et propositions de la droite qui peuvent raisonnablement lui faire espérer la reconquête du pouvoir.

La décision de réformer le statut de Paris est le premier en la matière. Pour contenter le CERES et affaiblir Chirac dans son fief, le gouvernement risque, en le prenant pour cible, de ressouder l'opposition derrière lui et de lui fournir un prétexte pour durcir ses positions. Diviser pour régner a pourtant toujours été la meilleure des politiques politiciennes. Disposant d'une majorité confortable, le gouvernement pouvait faire l'économie d'une décision partisane qui risque, en l'occurrence, de faire perdre à Mitterrand son rôle d'arbitre pour le ravalier au rang de simple chef du parti majoritaire.



■ Jacques Chirac : la stratégie du rassemblement offensif

vieilles idées idéologiques comme «la défense de la République» que l'on ne croyait plus réservées qu'à un Michel Debré vieillissant. Entendre Chirac, lors de «dîners républicains» (1) proposer «l'instauration d'un nouvel humanisme» défini comme «le contraire d'une philosophie molle» montre les limites d'une telle entreprise. Seule la Nouvelle Droite risquerait de doter l'opposition d'une doctrine mais il semble qu'elle rencontre des difficultés de la part des libéraux de l'UDF comme des conservateurs du RPR. L'échec du

La droite ne sait pas encore très bien ce qu'elle veut, n'a pas grand chose de neuf à proposer, mais elle peut toujours à la faveur de décisions maladroites reconquérir un électorat. Pour cela, comme le disait Monory, l'ancien ministre de Giscard, il lui suffit d'attendre.

Hubert BOCQUILLON

(1) Le nombre des livres de pure obédience libérale s'annonce considérable, voir par exemple la collection «Les idées de la liberté» à la Table Ronde, dirigée par J-F Deniau.

social : la lutte des castes

L'avènement de la gauche, après une longue absence du pouvoir, promettait une version nouvelle de l'«Octobre» d'Eisenstein; ce n'est qu'un pitoyable «Moi y'en a vouloir des sous» selon Jean Yanne, qui se joue quotidiennement.

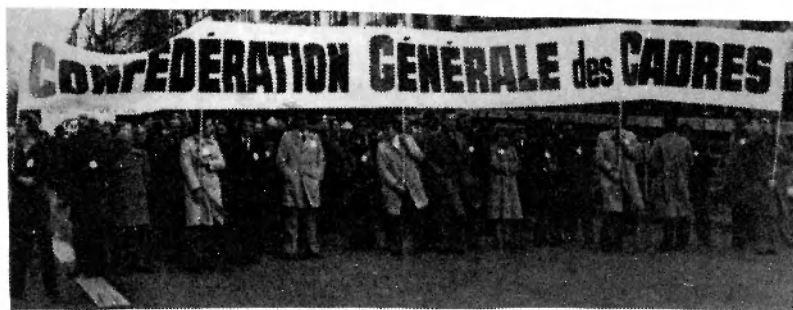
A l'approche du 10 mai 1981, la droite conjurait la sombre apocalypse du grand Soir, où les cohortes communistes paralyseraient l'économie, déstabiliseraient le pays, avec en fin de cycle infernal la menace des chars soviétiques écrasant le pavé parisien. La gauche, à la même date, espérait 36 et l'«embellie» de Blum. Aucune des prédictions ne se réalisera. L'«état de grâce» s'apparente moins à l'explosion du Front populaire qu'à une banale «bienveillance passive» des travailleurs, selon l'expression d'Edmond Maire. La lutte des classes s'efface devant l'affrontement des castes; dès juin, les corporations sortiront publiquement leurs gros drapeaux, en place des oriflammes de la Révolution.

Nul ne pouvait prévoir cet éclatement de la société française, la brusque émergence d'une France féodale, toute occupée à protéger ses «avantages acquis» et à grappiller quelques privilèges supplémentaires. Un ouvrage récent (1) analyse irrévérencieusement le phénomène et conclut amèrement : l'imagination et la générosité au pouvoir ont favorisé involontairement un nouveau tryptique sur nos frontispices républicains : «libertés, féodalités, inégalités». Mais la République bourgeoise peut faire sienne la formule, elle qui sut si bien élever le corporatisme en système de gouvernement, dans lequel chaque député est le mandataire d'un groupe de pression, des maîtres de forges aux bouilleurs de cru.

Bien plus qu'une droite exsangue ou qu'un P.S. fermement tenu par l'Elysée, le corporatisme est l'écueil principal sur lequel le gouvernement risque de s'échouer. D'abord parce que la gauche dans l'opposition n'a jamais cessé de l'attiser et de s'en faire un allié, sous des objectifs politiques : ce qu'on peut appeler le «corporatisme à justification idéologique» (2) création typiquement nationale. Le P.C.F. et la C.G.T. en sont les parfaits illustrateurs, qui soutiennent par exemple la grève des contrôleurs du trafic aérien, durant l'été 1978, et repoussent vigoureusement toute participation des fonctionnaires à un impôt de solidarité. N'est-il pas symbolique que la C.G.T., en 1968, attende le

29 mai pour évoquer enfin, à côté des revendications traditionnelles, des mots d'ordre spécifiquement politiques ?

La gauche doit donc combattre un mal qu'elle porte en son sein, et ne pas composer maladroitement avec. L'attitude inverse pré-



■ des cadres...

vaut malheureusement jusqu'à ce jour, permettant aux corporatistes d'opérer de franches percées dans le front du «changement» (3) :

— Les viticulteurs et producteurs de fruits et légumes ouvrent le feu dès août 1981, en manifestant contre les importations italiennes et espagnoles. Le gouvernement cède devant les invectives et déploie dans la précipitation une panoplie protectionniste qui sanctionne l'un de nos meilleurs partenaire commerciaux, l'Italie, et maintient la profession dans la sclérose.



■ ... aux agriculteurs

— Les agriculteurs sont portés à l'agitation et parfois au vandalisme. La F.N.S.E.A., qui n'a pas bronché sous le précédent septennat, lance 300.000 paysans dans les rues de Paris, lors d'une manifestation historique. Le gouvernement n'évoque plus dès lors le projet des offices fonciers cantonaux, pourtant d'une utilité pressante (la Grande-Bretagne, qui en est dotée, connaît pour ses produits un service de livraison unique au monde et la Hollande s'est engagée dans ce sens).

— Les enseignants ont une longue expérience de la pratique corporatiste : la F.E.N. sème le vent de la guerre scolaire, le S.N.I. récolte la tempête au profit de sa clientèle et les maîtres-auxiliaires restent les oubliés de l'Education nationale.

— La police, désirant sauvegarder sa toute puissance et son pouvoir d'inafaillibilité, n'apprécie guère certaines prises de position de Gaston Defferre. Le ministre de

l'Intérieur ne trouve pas mieux pour rassurer les impétueux que de reconduire les points les plus répressifs de la loi Peyrefitte.

— Les lobbies de la presse régionale dissuadent le Premier ministre d'autoriser la publicité sur les radios libres. Voici donc un groupe de pression prononçant impunément la loi et le droit en lieu et place du pouvoir légitime, au préjudice d'un mouvement inéluctable de reconquête des libertés.

Autant d'exemples divers pour démontrer que les baronnies sont biens vivantes, pratiquent une of-

fensive tous azimuts vers les pouvoirs publics, qui tentent de se les concilier. Ainsi aura-t-il fallu un an pour que François Mitterrand envisage la création d'un impôt-chômage appliqué aux fonctionnaires : la considération du déficit des caisses de l'U.N.E.D.I.C. passe, mais un peu tard, avant la prise en compte de la clientèle socialiste.

Il n'est pas sacrilège de reconsidérer le rôle des grandes centrales syndicales, il faut s'essayer à

une critique lucide des corporatismes français. L'histoire montre que le syndicalisme s'est organisé puissamment dans les secteurs les plus favorisés de la classe ouvrière, comme les docks ou le livre. Cette aristocratie combative pouvait entraîner l'émancipation de l'ensemble de la classe ouvrière, lorsque cette dernière présentait un front suffisamment uni. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, où la disparité des statuts, la diversité des conditions, l'émiettement du travail empêchent toute véritable «conscience de classe». Il ne s'agit pas pour nous de verser dans l'antisindicalisme, mais de constater clairement l'efficacité toute relative des syndicats quant à la défense des plus défavorisés. Car la justice sociale doit se porter en priorité vers les pauvres et les exclus de notre société, dont les enquêtes montrent le nombre grandissant. Femmes à temps partiel, jeunes sans formation professionnelle, chômeurs de plus de 55 ans, travailleurs immigrés, salariés dépourvus de conventions collectives, tant de prolétaires déçus de leur citoyenneté, que les bureaucraties syndicales parviennent rarement - ou difficilement - à protéger et à défendre. L'application du plan de blocage des salaires et des prix, qui amoindrirait immanquablement le pouvoir d'achat, illustre ce «mal français» qui paralyse les réformes nécessaires et nourrit les pires injustices : les premières protestations sont venues des salariés d'E.D.F., dont les plus mal payés reçoivent mensuellement 40% de plus que le S.M.I.C., et des médecins, qui ne sont pourtant pas des miséreux.

La justice sociale est une sévère exigence, que l'Etat doit pleinement assumer et non pas déléguer à un ministère. Le drame polonais nous enseigne une idée neuve qui peut faire son chemin : solidarisc. Dans la tourmente de la crise, le pouvoir doit recommencer une nuit du 4 août, plus radicale encore, qui mettra bas cette France honteuse des menus avantages et des gros privilèges, des passe-droits et des rentes généreuses.

L'exacerbation des particularismes, qui brident l'expression populaire, appelle d'urgence, de la part du gouvernement, le service exclusif du bien commun, indépendamment des arrogances du moments. Pour dire juste : une politique capétienne.

Emmanuel MOUSSET

(1) François de Closets - *Toujours plus* (Grasset - 1982).

(2) Selon l'expression d'Hubert Landin - *Demain, quels syndicats ?* (Librairie Générale Française - 1981).

(3) Cf «de la revendication», Bertrand Renouvin, dans «Royaliste» 354.

pour une nouvelle citoyenneté

Le socialisme n'est pas un bloc. Ni, fort heureusement, une idéologie. C'est plutôt une tradition, ordonnée autour de l'idée de justice sociale. Pour le reste, le combat socialiste a souvent présenté des projets variables, voire opposés. Ainsi, l'ancien jacobinisme a fait place à une ambition décentralisatrice qui a commencé d'être esquissée. Il faut s'en féliciter - seuls les imbéciles ne changent pas - tout en examinant la question d'un peu plus près.

La décentralisation est une nécessité, qui a d'ailleurs toujours figuré dans le projet des royalistes au 19ème et au 20ème siècle : la critique de l'étatisme étouffant les initiatives et se paralysant lui-même n'est plus à faire et, malgré les invocations désespérées à la tradition jacobine d'un Michel Debré, chacun reconnaît qu'il faut desserrer l'étau. Au cours des années soixante-dix, cette nécessité



■ Une revendication constante des royalistes

est devenue une urgence - le général de Gaulle l'avait compris en proposant une réforme régionale après 1968 - car l'étatisme engendrait son contraire : autonomisme exacerboé et violent, voire séparatisme qui n'est jamais qu'une réaction de désespoir. Pourtant, rien ne se fit. En bon libéral, Giscard d'Estaing refusait toute liberté,

tout pouvoir régional, ne comprenant pas que l'unité de la nation en ferait tôt ou tard les frais. Vint le 10 Mai, et l'approbation par l'Assemblée nationale d'un projet de décentralisation. Sans entrer dans le détail technique, et en attendant la discussion de la seconde partie du projet, il faut signaler trois écueils :

— le premier serait de faire de la décentralisation une affaire purement juridique et financière qui n'intéressait que de très loin les habitants des communes et des régions - réduisant à sa plus simple expression l'idée de « nouvelle citoyenneté » lancée par Pierre Mauroy... et, quelques années avant, par la NAR. Or, force est de constater que le projet de décentralisation n'a pas soulevé l'enthousiasme des Français qui constatent que, depuis un an, rien n'a vraiment changé dans leur vie.

— le second écueil serait de renforcer les féodalités politiciennes, c'est-à-dire le pouvoir des hommes de parti dans les communes et les régions : la décentralisation se réduirait alors à une répartition de sièges et de pouvoirs nouveaux entre la droite et la gauche, donc entre des représentants de partis centralisés. Déjà, ceux-ci font de leur mairie ou de leur présidence de conseil général une place forte, d'où ils partent à la conquête d'autres pouvoirs (députation, portefeuille ministériel) et où ils viennent s'abriter en cas de revers. Si certains notables se mettent ef-



■ Gaston Defferre : le symbole d'un pouvoir qui n'est pas arbitre, mais partie prenante dans les rivalités politiciennes

fectivement au service de leur collectivité, d'autres se sont transformés en véritable seigneurs, liés à des clientèles, appuyés par des intérêts privés. Et les citoyens n'ont pas leur mot à dire dans les guerres compliquées qu'ils se font, d'une mairie à l'autre, d'un département à l'autre. Si ce système devait encore se développer, la décentralisation s'en trouverait immanquablement faussée.

— le troisième écueil est tout autre. Il consisterait, face à une société trop technicisée, face aux jeux politiciens, à se réfugier dans la nostalgie provincialiste, dans le folklore ou la pure mythologie. Ainsi célébré, le culte de la différence aboutirait à une marginalisation totale, et laisserait la question régionale entre les mains de l'Etat et des politiciens.

Nécessaire, la décentralisation paraît mal engagée parce que les structures prévues ne semblent pas en mesure de résister à la logique de l'uniformisation technique et à celle de la politique politicienne. Rien ne serait perdu cependant si l'on se décidait à fonder la décentralisation.

— Pour échapper au filet très serré que les partis de droite et de gauche ont jeté sur l'ensemble du territoire, les structures décentralisées doivent s'appuyer sur une nouvelle citoyenneté. Cela signifie qu'il faut ouvrir les institutions régionales et communales aux représentants des citoyens en dehors du cadre des partis, donc inventer de nouveaux modes de participation à la vie politique. Cela signifie aussi qu'il faut interdire le cumul des mandats, qui concentre trop de pouvoirs - mal assumés - sur une seule personne. Elargir la démo-

cratie, la rendre effective, ne devrait pas faire peur aux socialistes.

— Pour que les régions et les communes puissent vivre, pour que leurs habitants puissent y demeurer et y travailler, il faut rompre avec la logique de la concentration industrielle - qui est en partie responsable de la crise économique - et poser les conditions d'une autonomie nouvelle dans la production. Donc faire éclater les groupes industriels, afin que l'industrie se répartisse plus harmonieusement sur l'ensemble du territoire, et favoriser - techniquement et financièrement - les initiatives locales qui tendent au développement de cette autonomie de production.

— Reste la question culturelle, tout à fait capitale, mais qui devrait échapper à l'emprise de l'Etat. Il appartient aux régions et aux communes de poser les conditions d'un nouvel épanouissement culturel, sans qu'un ministère ait à s'en mêler. De même, l'enseignement devrait échapper à l'Etat, et retrouver une pleine autonomie dans le cadre décentralisé.

Encore faut-il, pour fonder la décentralisation, pour fédérer la communauté nationale autour d'un projet commun, qu'il existe un Etat arbitral, indépendant des féodalités locales, des intérêts privés et des partis. La triste affaire du statut de Paris montre que le pouvoir socialiste n'est pas arbitre, mais partie prenante dans les rivalités politiciennes. Comme on ne peut rien attendre d'un pouvoir de droite, qui serait tout aussi partisan, il faut, comme le dit le comte de Paris, **inventer autre chose.**

Sylvie FERNOY

Les militants de la N.A.R. ne sont pas des royalistes de regret, ils n'ont pas vocation à entretenir un musée de la monarchie, ni à faire un panégyrique systématique de tous les rois d'Ancien Régime. Cependant, la réconciliation de la France avec ses traditions et sa vocation historique profonde passe par une meilleure connaissance de son passé monarchique. L'Université française a produit depuis quelques années une nouvelle génération de chercheurs dont les travaux ont commencé à détruire l'entreprise de dévalorisation du passé qui avait été menée à bien par l'histoire romantique et positiviste. On trouve encore trace de la fausse histoire dans les manuels scolaires, mais elle perd chaque année du terrain dans les universités. Comment ne pas constater que ce combat pour la vérité nous rend la tâche moins difficile ? Parmi les stéréotypes imposés par l'histoire «républicaine» il y avait celui du roi Louis XVI incapable, lâche et finalement traître à sa patrie. Cela aurait-il été vrai que nos arguments en faveur de la monarchie n'en auraient été en rien entamés. Beaucoup de royalistes ont par le passé milité pour le régime monarchique, sans manifester aucune indulgence pour ce «roi faible». Or il se trouve que sur ce roi, les historiens parlaient, tout en négligeant les milliers de documents qui bien exploités auraient pu donner de lui une image plus proche de la réalité. Ce travail d'érudition monumental vient d'être accompli. Alors, même si nous sommes un mouvement politique et non pas une société d'historiens, comment pourrions nous éviter de tout faire pour que ce travail soit connu du plus grand public possible ?



■ «Je me demande si l'erreur initiale de la France ne date pas de l'exécution de Louis XVI» (Raymond Poincaré)

entretien avec paul et pierrette girault de coursac : un autre louis XVI

■ **Royaliste** : Les Français ont des opinions sur tout, c'est bien connu. Il est affligeant de constater qu'il s'agit la plupart du temps d'opinions stéréotypées. On les reproduit, on les transmet de bonne foi, sans s'interroger sur leur origine. En livrant les résultats de vos recherches à travers *l'Enquête sur le Procès du roi Louis XVI*, vous allez sans doute renvoyer dos à dos les protagonistes de la Révolution française. Pourquoi donc les historiens de gauche ou de droite ont-ils omis de poser la question essentielle (paradoxalement jugée inutile) : Louis XVI était-il ou non coupable ?

P. et P. Girault de Coursac : Tous les historiens sans exception ont jusqu'ici admis que Louis XVI avait fait tout, ou presque tout, ce dont il était accusé.

Les historiens de gauche parce qu'ils voudraient expliquer sinon justifier la condamnation à mort par la réalité des crimes. Les historiens de droite parce qu'ils estiment que si les accusations sont bien réelles, ce ne sont pas des crimes, et que le Roi avait non seulement le droit, mais même le devoir d'agir ainsi par cela seul qu'il était roi.

Les historiens paresseux parce qu'il est tellement plus simple de croire tout ce qui est écrit dans l'acte énonciatif des crimes de

Louis» que de se donner la peine de vérifier cette masse énorme d'accusations.

■ **Royaliste** : Vous n'avez pas voulu plaider, vous avez cherché à instruire. Plus l'enquête progresse et plus l'on découvre un Louis XVI inédit : courageux, réaliste et par dessus tout fidèle à sa parole, alors qu'on nous répète encore aujourd'hui qu'il était faible et hésitant. Le Manifeste de Brunswick ruinera, comme un coup de théâtre, une reprise en main qui s'affirmait. Le Roi, à ce moment-là, paraît s'effondrer. Il n'y avait plus rien à faire ?

PP.GC : Non, il n'y avait plus rien à faire. Depuis le 20 juin 1792, le nombre des défenseurs du Roi n'avait cessé de croître. Le Manifeste menaçait et condamnait «sans espoir de pardon» tous ceux qui se prononcèrent pour le Roi : la garde nationale parisienne qui l'acclame et qui protège seule le château, le département qui a voulu faire juger les responsables du 20 juin le corps municipal qui s'oppose à Petion, qui l'oblige à faire quelquefois son devoir, la chancelante majorité de l'Assemblée, et jusqu'aux magistrats qui se relaient aux Tuileries et qui ont ouvert une information contre les émeutiers.

Pris entre la menace jacobine et la menace étrangère, tous ces gens-là ne s'occuperont que de la me-

nace immédiate, celle des jacobins; ils feront tout pour ne pas être accusés de complicité avec le Roi.

■ **Royaliste** : le procès du Roi se révélera comme un procès illégal et injuste. D'un côté, la droiture de Louis XVI, et de l'autre la mauvaise foi et le mensonge. Comment la Révolution est-elle passée du bel élan de la nuit du 4 août aux massacres de septembre? Comment est-elle passée de la fraternité à la Terreur ?

PP.GC : Y a-t-il eu vraiment un «bel élan de la nuit du 4 août» ? N'est-ce pas pour conserver leurs privilèges que les deux premiers ordres ont obligé le Roi à réunir prématurément les Etats Généraux en prêchant la grève de l'impôt en 1788 ? Ne refusaient-ils pas encore d'abandonner ces mêmes privilèges quand le Roi le leur demandait à la séance d'ouverture des E.G. ? Pourquoi alors ont-ils attendu le 4 août 1789 pour accorder à l'Assemblée ce qu'ils refusaient au Roi ? Et pourquoi l'Assemblée Constituante a-t-elle supprimé les privilèges utiles aux pauvres et aux petits, malgré les efforts de quelques députés ? Pourquoi les décisions de la nuit du 4 août ont-elles abouti à la loi Le Chapelier qui interdit même les mutuelles ouvrières ? Quant à la Terreur, elle est inévitable quand

on veut imposer au peuple une forme de gouvernement dont il ne veut pas.

■ **Royaliste** : Pouvez-vous dessiner la portée politique d'un tel ouvrage ? Voulez-vous réveiller le souvenir du régicide dans l'inconscient collectif des Français ? Ou leur redonner le goût de la vérité, pour l'amour de la vérité ?

PP.GC : La portée politique du livre n'est pas notre affaire. Tous les Français se souviennent du régicide, moins de 11 ans avant le second centenaire. Mais on leur a menti, et le mensonge est quelque chose de malsain et de dangereux. Pourquoi ne pas célébrer ce deuxième centenaire (avec un peu d'avance) justement en découvrant enfin une vérité trop longtemps cachée ? Il y aurait beaucoup à apprendre pour nous modernes dans l'histoire réelle du règne, du procès et de la mort de Louis XVI.

propos recueillis
par Philippe Delaroche

Paul et Pierrette Girault de Coursac *Enquête sur le Procès du Roi Louis XVI* paraîtra aux éditions de la Table Ronde à l'automne prochain. Un ouvrage de 700 pages dont 12 pages de hors texte. Plus de 2000 références. Réservez maintenant auprès de «Royaliste» donnant droit à un prix de faveur si faite avant le 1er octobre. Ecrivez-nous pour vous renseigner.



Comme le soulignait Bertrand Renouvin dans un récent éditorial, la prise de position du comte de Paris ne concerne pas les seuls royalistes, mais intéresse l'ensemble des Français. Cependant les royalistes, eux, ont une première tâche essentielle qui est de faire connaître la pensée de leur Prince. A la N.A.R. nous n'avons jamais failli à cette mission et c'est pourquoi nous invitons aujourd'hui tous nos lecteurs à diffuser autour d'eux le texte intégral du comte de Paris.

Nous en tenons des photocopies à votre disposition (précisez la quantité désirée et joindre quelques timbres pour frais d'envoi : 3 F pour 10 exemplaires).

Il ne saurait être question, dans ces colonnes, de se comporter en courtisan zélé, béat d'admiration pour un chef «charismatique». Nous laissons cela à d'autres. Mais il s'agit de montrer au pays ce qu'il y a, au-delà de l'analyse conjoncturelle, d'original dans la pensée d'un homme qui, de par sa naissance même, demeure le symbole de l'union au dessus des factions.

En préambule, le comte de Paris évoque la légitimité populaire, la légitimité historique et constate la nécessité de réconcilier les traditions monarchique et républicaine :

«en couronnant les institutions établies en 1958 par l'élection du chef de l'Etat au suffrage univer-

La publication, dans «Le Monde» du 30 juin dernier, d'un texte du comte de Paris intitulé «réflexions sur le changement» dont on trouvera ci-dessous de très larges extraits, constitue un événement politique majeur en cette veille de vacances.

l'analyse du comte de paris



sel, et en faisant adopter cette réforme par la nation, le général de Gaulle avait voulu assurer l'indépendance d'une «magistrature de l'unité» et sa légitimité populaire. Il ne songeait nullement à un régime présidentiel de style américain, où le bien commun fût périodiquement mis aux voix ou aux enchères, et dût dépendre de la «victoire», procurée par tous les moyens, et à tout hasard, d'une fraction du peuple sur l'autre. Il envisageait, comme on le sait de mieux en mieux, et comme l'histoire l'établira sans conteste, de donner à l'Etat, avec le consentement du pays, la légitimité historique capable de réconcilier les deux traditions, monarchique et républicaine.

L'incompréhension des uns et la volonté de puissance des autres ont abouti à un détournement de la pensée profonde du général de Gaulle, qui redoutait la confiscation de l'Etat par des clans successifs, au mépris des exigences de la continuité et de l'unité.»

Dans l'esprit de beaucoup, légitimité historique et légitimité populaire s'opposent alors qu'en fait, ces deux notions sont complémentaires. La légitimité du Prince ne vient pas seulement d'une coutume et d'un droit ancestral, mais aussi du service du peuple. Par ailleurs, la légitimité populaire, en s'exprimant, est soumise aux variations de l'opinion, elle a donc besoin d'un point de référence permanent qui symbolise l'unité et la continuité de la Nation. Il peut également sembler paradoxal, sous la plume d'un Prince, de vouloir réconcilier les traditions monarchique et républicaine. Le paradoxe n'est qu'apparent. Ce qu'il peut y avoir de bon dans la tradition républicaine, c'est ce dont la révolution était porteuse à ses débuts : l'abolition des privilèges, la liberté pour tous et la dignité pour les plus humbles... Bref, tout ce qui a été dévoyé dans le cours ultérieur d'une Révolution qui s'est muée en terreur, lorsque les «lumières» se sont figées en idéologie. Mais il reste que cette abolition (au moins dans les principes...), cette liberté, cette dignité sont l'héritage de tous, y compris, bien sûr, des royalistes. Il est dans la vocation du Prince, à la recherche du bien commun, de voir ce qui unit et non ce qui divise.

Après ce préambule, vient une analyse perpicace du besoin de changement, ainsi qu'une critique du libéralisme économique :

«En ce nouveau printemps, qui répondait à ceux de 1958 et de 1968, les Français, et pas seulement celles et ceux qui ont voté pour l'actuel président, ont senti que la France devait se retrouver : bouleversé par la croissance économique, durement éprouvé par le chômage, notre pays ressent le besoin de retrouver ses racines, de renouer les liens sociaux qu'une certaine logique économique a distendus ou cassés.

Ce souci de vivre ensemble, autrement que dans la compétition acharnée et dans la consommation éperdue des objets et des signes, ne pouvait être exprimé par ceux qui n'avaient d'autre projet que l'insertion de la France dans les

mécanismes économiques et financiers du système industriel. Le discours libéral, même «avancé», la compétence technique et le conservatisme derrière lesquels ils s'abritaient ne pouvaient plus masquer les ravages de la concurrence sauvage, l'effondrement de pans entiers de notre économie et l'éclatement de la société française.»

Cette critique du libéralisme économique n'est pas nouvelle. Déjà, en 1936 (1), le comte de Paris écrivait : «le Roi ne peut avoir d'autre souci essentiel que de briser les coalitions économiques anonymes ou internationales qui visent à réduire le pays à leur merci».

Il y a donc une continuité dans la réflexion. Après l'analyse sur le besoin de changement, voici le jugement sur le changement lui-même.

«Pourtant, l'année qui vient de s'écouler n'a pas donné raison à ceux qui annonçaient le naufrage des principes et l'apocalypse économique...

... Certes, la promesse, trop légèrement faite, d'une éclaircie immédiate ne s'est pas réalisée. Le chômage n'a pas régressé de façon significative et le taux d'inflation reste élevé...

...(mais le Président et son gouvernement) abordent avec lucidité la question de la concurrence internationale en donnant la priorité à la reconquête de notre marché intérieur. Enfin, les réformes de structures sont désormais affaire de volonté politique : la décentralisation, désastreuse si elle aboutit au renforcement des féodalités partisans, sera bénéfique si elle permet une plus grande participation des citoyens à la vie locale et régionale; les nationalisations inutiles et coûteuses si elles sont conçues comme un renforcement de l'étatisme trouvent leur justification dès lors qu'elles sont mises au service du projet industriel de la nation.»

Certains pourraient s'étonner de voir le Prince «prendre parti». Ce serait mal comprendre sa vocation d'arbitre qui ne consiste pas à compter les points marqués par les camps en présence, indifférent aux luttes qui s'engagent. Cette vocation exige également de dire ce qui est nécessaire au bien commun. Dans «Essai sur le gouvernement de demain», on trouvait déjà ce jugement : «La monarchie ne saurait adopter, vis-à-vis des puissances d'argent, une

politique autre que celle, absolue et ferme, de Louis XI vis-à-vis des grands féodaux.»

Ceci éclaire parfaitement la position sur les nationalisations ou la décentralisation que la NAR, faut-il le préciser, approuve totalement.

La deuxième moitié du texte est consacrée à une analyse profonde de la société française :

«Un profond malaise existe cependant qui tient aux conditions du dialogue politique et social dans la nation.»

dans l'égoïsme corporatif, que les chantages et les pressions de tous ordres prennent le pas sur la négociation...

... une simple réprobation ne servirait à rien. L'égoïsme des groupes d'intérêts reflète l'état d'une société où chacun tend à vivre dans l'indifférence. Quand le tissu social d'une nation se défait, une telle réaction est inévitable. Quand un Etat-Providence habitue ses administrés à tout attendre de lui, il est normal que

constitution de notre société sur des bases nouvelles n'est plus un rêve idéologique, c'est une nécessité historique. S'acharner à sauver ce qui ne peut plus l'être, confondre le bien d'une minorité avec l'intérêt national est une politique qui n'appelle aucune espérance...

Mais ce constat lucide n'est pas gratuit; il aboutit à une conclusion politique :

«La lettre et l'esprit de l'actuelle Constitution permettent l'exercice d'un pouvoir qui n'a pas la «conjoncture» pour objet, mais les intérêts et le bien permanent de la communauté nationale.»

On notera l'importance du verbe «permettre». Car pour que le pouvoir s'exerce réellement, il faut quelque chose en plus :

«Tant qu'un pouvoir arbitral ne présidera pas à l'alternance démocratique, l'équipe victorieuse se trouvera suspectée par l'équipe vaincue...

... C'est dire qu'il n'y a pas de tâche plus urgente aujourd'hui que l'invention... afin de donner une dimension nouvelle à la démocratie qui s'épuise dans les querelles de mots et de doctrines... Telle est la tâche à laquelle je convierai prochainement les Français.»

Ceux qui nous lisent régulièrement savent que telles sont également les aspirations de la Nouvelle Action Royaliste, en particulier quand elle cherche à promouvoir une «Nouvelle Citoyenneté». Organisation politique indépendante du Prince - par définition au dessus des partis - elle n'en reste pas moins particulièrement attentive à son analyse.

De cette analyse, le général de Gaulle écrivait déjà, le 17 décembre 1969 :

«Pour l'Histoire, mieux encore sans doute que pour les contemporains, 1969, aura entre beaucoup de choses, montré d'abord, Monseigneur, avec quelle hauteur de vues et quelle sûreté de jugement vous avez considéré les hommes et les événements... En ce qui me concerne, le terme est venu. Vous, Monseigneur, demeurerez intact, clairvoyant et permanent, comme l'est, et doit le rester, pour la France, ce que vous personnifiez de suprême dans son destin.»

Pierre CARINI



Le dialogue politique se traduit par : «la mise en question de cette part de légitimité dont dispose tout pouvoir issu d'une élection libre, dès lors qu'il ne porte pas atteinte à l'essentiel. Ces excès sont malheureusement inhérents au système politique actuel, et les accusateurs d'aujourd'hui se trouveraient exposés au même procès s'ils étaient demain aux affaires.»

Quant au dialogue social : «il n'est pas possible que la défense des intérêts se fasse dans l'oubli du bien commun, que la revendication normale sombre

ceux-ci soient plus exigeants lorsque les difficultés surviennent et se révoltent lorsque cet Etat au lieu de distribuer plus ou moins équitablement les richesses, tente de mieux répartir les sacrifices...

... Notre système de représentation des opinions aboutit à la confiscation et au détournement des volontés populaires. Notre dialogue social sombre dans la confusion puisque le bien commun n'est plus désiré ni perçu.»

Ceci dans le droit fil de ce que le comte de Paris écrivait déjà au général de Gaulle dans une lettre datée du 18 mai 1968 : «la re-

(1) «Essai sur le gouvernement de demain».

(2) Pour mieux connaître la pensée du comte de Paris, on peut lire «Le comte de Paris ou la passion du présent», de Philippe Vimeux. Prix franco : 40 F.

itinéraire royaliste

La Nouvelle Action Royaliste a été fondée en 1971. En plus de dix ans nos prises de position furent nombreuses et en concertèrent plus d'un. Pourtant on peut saisir l'essentiel du mouvement de cette décennie d'action royaliste.

Lorsque, pour le second tour des élections présidentielles, la Nouvelle Action Royaliste décida de soutenir la candidature de François Mitterrand, certains furent surpris, voire choqués, parce qu'ils estimaient que les royalistes devaient demeurer en dehors de la mêlée : la NAR n'avait-elle pas toujours affirmé que son combat se situait « au-delà de la droite et de la gauche » ? Du moins imaginait-on que cette prise de position, regardée comme « opportuniste » ou purement « passionnelle », demeurerait sans lendemain. Pourtant, depuis un an, l'orientation prise le 10 Mai 1981 ne s'est pas démentie et la NAR, loin de rejoindre l'opposition de droite, a manifesté à plusieurs reprises son approbation - certes très nuancée - de la politique présidentielle.

Aurions-nous, par un « alignement à gauche », renié nos principes ? Il s'agit au contraire de leur être pleinement fidèle. Il est vrai que la raison d'être de la NAR est de témoigner et de lutter pour un pouvoir indépendant des partis politiques. Il est vrai que son identité, qui n'a jamais été « de droite », se perdrait si elle confondait sa pensée et son action avec celle de la gauche. L'affirmation royaliste, jamais masquée, toujours hautement proclamée, dit bien qu'il ne saurait être question de s'aligner et de se perdre dans l'un ou l'autre camp. Mais cette situation, qui place le royalisme en dehors et au-delà de la politique par-

tisane, n'a jamais impliqué une attitude de neutralité systématique, qui cantonnerait le royalisme dans le ciel des idées pures. Pendant ses onze années d'existence, la Nouvelle Action Royaliste n'a cessé de marquer ses préférences et ses refus, en s'engageant clairement et librement dans les luttes intellectuelles et politiques de son temps.

Replacé dans sa perspective historique, le choix des royalistes le 10 mai 1981 n'a donc rien d'étonnant, et nous refusons l'étiquette de « royalistes de gauche » qu'on veut nous appliquer aujourd'hui, de même que nous refusons autrefois qu'on nous qualifie de « mao-maurrassiens », de « droitistes », de « gaullistes », etc. Notre itinéraire est bien distinct, bien qu'il n'exclut pas les rencontres et tienne compte de ceux qui lui sont parallèles. Sans prétendre faire une histoire de la Nouvelle Action Royaliste, sans idéaliser notre passé, tentons de saisir le mouvement essentiel de cette décennie d'action royaliste.

FONDATIONS

Qu'avons-nous voulu faire lorsque, en 1971, nous avons créé ce journal et fondé ce mouvement qui, à l'époque, s'appelaient tous deux la « Nouvelle Action Française » (NAF) ? Il s'agissait de rompre avec le conservatisme politique et avec les routines intellectuelles, retrouver l'esprit conquérant et révolutionnaire du royalisme des premières années du siècle, faire retour aux fondements de la pensée maurrassienne, réduite par les héritiers de l'Action française à un médiocre catéchisme. Celui qui relirait aujourd'hui les numéros des premières années de notre journal serait très surpris des traces très importantes de dogmatisme, et des références à une tradition de combat quelque peu idéalisée.

Qu'on n'imagine pas, cependant, une obscure querelle autour d'un héritage idéologique. Notre retour aux origines, qui ressemblait fort au « retour à Marx » que



les gauchistes avaient entrepris quelques années auparavant, se situait dans une intention plus générale : il s'agissait, par-delà les querelles entre royalistes, de réfléchir au projet que nous pouvions proposer, de définir une stratégie qui ne se réduise pas à la répétition des gestes du passé. Il est vrai que Mai 1968 nous avait beaucoup marqué. Nous retrouvons, chez les jeunes gauchistes, des analyses et des critiques de la société industrielle qui étaient nôtres depuis longtemps. Nous voulions engager le débat avec eux, non par démagogie, non par adhésion à une mode, mais parce que les éléments actifs, les forces créatrices étaient effectivement de leur côté. Beaucoup disait alors que nous étions gauchistes, et la presse nous qualifiait de « mao-maurrassiens » : la manie de fabriquer des paradoxes amusants, de ranger à tout prix un mouvement politique dans une catégorie, ne date d'hier...

Evidemment, nous n'étions pas gauchistes. Rebelles au marxisme, étrangers à l'admiration pour Mao, nous discernions les lacunes, les contradictions et la logique dangereuse de la contestation des années soixante-dix. Mais le gauchisme, outre son effort de critique et d'imagination, nous paraissait significatif de la crise de la société industrielle. Aussi refusions-nous de hurler avec les loups conservateurs, d'approuver la répression brutale de Marcellin, de condamner le désir de révolution de toute une jeunesse. Nous rêvions de l'entraîner sur d'autres chemins, de donner un contenu politique à sa contestation de la société moderne, tout comme les royalistes du début du siècle

avaient cherché, à travers le Cercle Proudhon, de nouer des liens avec les ouvriers syndicalistes-révolutionnaires.

LA PASSION DU PRÉSENT

Tel fut notre prétendu gauchisme : rien d'autre qu'une volonté de dialogue avec ceux qui osaient imaginer autre chose. En revanche, notre volonté de rompre, non seulement avec l'extrême droite réactionnaire mais aussi avec la droite conservatrice - alors pompidolienne - n'était pas contestable. C'était entreprendre une révolution dans le royalisme qui, depuis 1918, avait lié son destin à celui des ligues réactionnaires, puis du pétainisme, avant de se confondre avec l'extrême-droite colonialiste et viscéralement anti-gaulliste, au prix d'une rupture totale avec la pensée et l'action du comte de Paris. Cette rupture ne se fit pas sans drames. Mais ni les procès d'intention ni le départ de ceux qui nous accusaient d'être des « agents gaullistes » ou des démagogues ne nous incitèrent à changer notre ligne.

Au contraire, par nos articles et par les actions de nos militants, nous avons mené le combat contre l'urbanisme technocratique (en lançant le « Comité Sauver Paris... ») et apporté notre soutien aux grands mouvements ouvriers (grève du Joint Français, occupation de Lip) participé aux luttes étudiantes et lycéennes (notamment par une campagne contre la conscription), dénoncé sans relâche la réduction de la politique gaullienne à une simple gestion de la société « de consommation » - non sans annoncer, dès 1973, sa crise prochaine.

Nous n'étions pas de droite. Mais nous ne suivions pas les gauchistes dans leurs concepts marxistes et dans leur révolution du désir, finalement nihiliste. Nous étions simplement des royalistes, soucieux de retrouver la pratique révolutionnaire de la première Action française et de renouer avec l'intention originelle de la pensée maurrassienne comme Gérard Leclerc l'expliquait dans « Un autre Maurras ». Nous voulions aussi sortir l'idée monarchique de son ghetto, la confronter aux autres



la nouvelle ACTION FRANÇAISE

1 F HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIEME ANNEE - 10-1-1973 - N° 89

libérer paris

*les parisiens
en ont assez
d'être en tutelle*

T.V.A. :

*quel effet
psychologique ?*

élections :

*lettre ouverte
à philippe
de saint-robert*

nouvelle école :

- identité
et inégalités
- la société
nietszsche

traditions de pensée, faire en sorte qu'elle retrouve sa place dans le débat intellectuel.

D'où, fin 1971, le lancement d'un «Nouvelle enquête sur la monarchie» qui dura un an. A la différence de la première, elle s'adressait aux représentants de tous les courants politiques : ainsi avons-nous publié et discuté les réponses d'hommes de droite comme Jacques Laurent et Jean-François Chiappe, de militants de gauche comme Georges Montaron, Edgar Pisani et l'avocat gauchiste Henri Leclerc, interrogé les philosophes Pierre Boutang et Gabriel Marcel, Jean-Marie Domenach, alors directeur d'Esprit, le gaulliste Philippe de Saint Robert - sans oublier Gabriel Matzneff qui ouvrit cette enquête. C'est à la même époque que nous avons rencontré Maurice Clavel, et engagé avec lui un long et amical dialogue qui s'est poursuivi jusqu'à sa mort, dans les colonnes de «Royaliste», à nos Journées, ou encore dans sa maison de Vézelay. Nous dirons un jour ce que Clavel a été pour nous, et ce qu'il a fait pour ces jeunes royalistes qu'il devinait, dès la première rencontre, plus proche de Bernanos que la doctrine d'Action française.

Ces débats, et les amitiés nouvelles qui en naissaient, surprisent ceux qui se refusaient à comprendre que nous étions fondamentalement anti-totalitaires, et que nous entendions défendre l'homme mé-

me, contre une logique nihiliste qui n'épargnait aucun camp comme j'ai tenté de le montrer dans «Le Désordre établi». C'est pourquoi les «gauchistes» que nous étions censés être devenus menèrent une vive campagne contre le projet de loi sur l'avortement qui nous paraissait être un des signes du nihilisme que la société industrielle secrétait. Mais, dans le même temps, et sans aucune intention d'établir d'utiles symétries, nous engagions une violente campagne contre la revue «Nouvelle Ecole» - laboratoire de l'actuelle Nouvelle droite. Il n'est pas inutile de souligner que ce sont des royalistes qui ont, les premiers, analysé et dénoncé la renaissance d'une idéologie «biologique», aussi totalitaire dans sa logique que le marxisme dénoncé par les «dissidents» (à ce propos, il convient de rappeler que notre journal a été le premier de toute la presse française à publier une analyse de «L'Archipel du Goulag», avant même que le livre ne soit traduit dans notre langue).

Notre campagne contre l'avortement déplaisait aux gauchistes. Notre dénonciation de «Nouvelle Ecole» nous fâcha avec les professionnels de l'anti-communisme qui voyaient dans la nouvelle droite une pensée capable de rivaliser avec le marxisme. Notre défense du projet gaullien, contre sa réduction pompido-lienne, nous sépara de ceux qui

vivaient dans la haine du général de Gaulle. Notre dénonciation du capitalisme, de la stratégie des multinationales, de l'impérialisme américain, nous fit accuser de complicité avec la gauche. Il était facile, et certains ne s'en privèrent pas, de nous soupçonner de démagogie ou d'un goût trop marqué pour le paradoxe. Mais la campagne présidentielle de 1974 nous permit de clarifier encore les choses.

CONTRE LE «LIBERALISME AVANCÉ»

Les royalistes n'avaient pas participé à des élections nationales depuis... 1925. La présentation d'un candidat fut donc un événement, tant pour notre mouvement qui se trouvait pour la première fois sous les feux de l'actualité, que pour l'ensemble des Français. La campagne télévisée, d'un royalisme très discret pour ne pas gêner le comte de Paris, nous permit de développer nos idées sur l'Etat, sur la crise de la société

moderne et sur l'indépendance nationale. Chacun reconnut alors que, tant par ses critiques que par son projet, la campagne de la NAF était fondamentalement différente de celle des autres candidats. Du moins pensait-on qu'au second tour elle pencherait en faveur de Giscard, ne serait-ce que pour «barrer la route au collectivisme». La surprise fut grande lorsque notre décision d'abstention fut annoncée. Il n'était pas question de voter contre Mitterrand car nous refusions de céder à un anti-communisme qui prétendait exclure de la communauté nationale une partie importante de ses citoyens. Nous ne pouvions pas voter pour Giscard d'Estaing : trop lié aux milieux financiers, il ne pouvait être un arbitre entre les Français, et son libéralisme économique nous paraissait émi-



nemment dangereux, au moment où la crise mondiale se développait.

Peut-être aurions-nous pu aller plus loin, et voter dès 1974 en faveur de François Mitterrand. Parfois l'envie nous en prenait, quand nous recevions les appels, éplorés ou menaçants, de celles et ceux qui craignaient pour leur hôtel particulier ou leur argenterie. Mais le candidat de la gauche nous paraissait encore trop dépendant de son parti, et l'hypothèque représentée par un Parti communiste encore puissant n'était pas levée. L'abstention s'imposait donc.

Notre choix n'était pas tactique. Pendant sept ans, notre antigiscardisme ne se démentit pas un instant : critique de la caricature de monarchie, critique des méfaits du libéralisme, mise en évidence des liens entre Giscard et les groupes financiers, notre opposition fut radicale. Cette rigueur, jointe à la défense de l'héritage gaullien dans le domaine de la politique étrangère, favorisa le rapprochement avec les gaullistes de l'Appel et de l'Union des Jeunes pour le Progrès. Avec eux, nous avons mené campagne contre le projet d'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, dans la ligne de notre constante opposition à l'imposture européenne. Le triste spectacle que nous contemplons aujourd'hui montre que

suite page 14



SUITE DE LA PAGE 13

nous n'avions pas tort... Etions-nous gaullistes ? C'était plutôt le gaullisme qui se situait dans la tradition capétienne dont le projet avait toujours été de défendre l'indépendance de l'Etat contre les féodalités, et celle de la nation contre les empires, comme nous l'expliquait Philippe de Saint Robert.

LE COMTE DE PARIS

Car le «Projet royaliste» - titre du premier livre publié par nos soins - demeurait notre souci essentiel. Or nous ne voulions pas qu'il demeure sur le plan de la théorie. Lors de la fondation de la NAF, le comte de Paris était pour nous une entité mystérieuse, une sorte de point oméga de notre construction intellectuelle. Nous savions qu'il avait condamné l'Action française en 1937, et qu'il avait mené une action personnelle, proche de celle du général de Gaulle. Mais c'était bien peu. Aussi avons-nous entrepris une lecture systématique de son bulletin, lu ses livres, interrogé les témoins de son action et ses proches. Un livre, écrit par Philippe Vimeux, sortit de cette recherche. Mieux encore : la connaissance nouvelle que nous avions du Prince, changea notre façon d'envisager notre action et modifia notre pensée. D'abord, nous envisagions plus clairement la question de la légitimité, et le consentement populaire sans laquelle elle ne saurait exister : c'en était fini de l'anti-démocratisme qui faisait jusqu'alors partie du catéchisme royaliste. Ensuite, nous comprenions que le comte de Paris et le général de Gaulle avaient en commun la volonté de réconcilier la tradition monarchique et la tradition républicaine. Enfin, l'action du comte de Paris indiquait les conditions



Journées Royalistes 1980 : (de gauche à droite) Pierre Boutang, Gérard Leclerc, Marcel Jullian, Yves Lemaigen, Olivier Germain-Thomas, Luc de Goustine

concrètes d'une instauration de la monarchie et ses étapes obligées, qui se dérouleraient dans le cadre des institutions de la Vème République.

Dès lors, le royalisme sortait de l'idéologie, rompait définitivement avec la logique de guerre civile, rejetait la mythologie du «coup de force» pour se consacrer à la préparation du recours au Prince. C'est entre la publication du livre de Philippe Vimeux et la publication des «mémoires» du comte de Paris que la NAF a trouvé sa pleine identité, à la suite d'une recherche qui ne doit rien aux modes intellectuelles, mais

beaucoup à des hommes aussi différents que Maurice Clavel, Pierre Boutang et Philippe de Saint Robert. Le changement de nom de notre journal (la «NAF» devint «Royaliste» et notre mouvement (la Nouvelle Action Française se changea en Nouvelle Action Royaliste) concrétisa cette évolution intellectuelle et politique.

Notre identité ainsi affirmée dans une étroite communauté de vues avec le comte de Paris - mais sans que celui-ci devienne le «chef des royalistes» - le combat royaliste est devenu encore plus net. Tout en nous maintenant en dehors des appareils partisans, nous avons salué, en 1977, notre première élue dans un conseil municipal d'union de la gauche. Puis ce fut, à l'occasion des législatives de 1978, la vive campagne menée par nos candidats contre le libéralisme giscardien qui devait amener notre candidate nancéenne à se désister en faveur de la gauche pour que Servan-Schreiber fût battu.

Déjà se dessinait notre choix pour les présidentielles de 1981, où, malgré une pré-campagne acharnée, nous ne pûmes présenter un candidat royaliste. Malgré notre déception, nous ne pouvions rester sur la réserve après tant d'années de lutte contre le giscardisme. Une fois encore il fal-

lait choisir. La droite giscardienne avait fait faillite et il ne pouvait être question de lui accorder le moindre suffrage. En revanche, et sans nous rallier à une tradition socialiste que nous contestons sur bien des points, nous constatons que François Mitterrand formulait des propositions proches des nôtres en matière de justice sociale, de décentralisation et de nationalisations. Dès lors le choix était clair, sauf pour ceux qui ne veulent pas comprendre que l'idée royaliste n'est pas une théorie de salon, que les militants de la NAR sont royalistes non par esthétisme mais par passion de la justice et de la liberté. Comment, dès lors, ne prendraient-ils pas au mot ceux qui tentent de réaliser un peu plus de justice, un peu plus de liberté, et d'esquisser ainsi un changement dans la société ?

Pas plus qu'elle ne s'était ralliée au gauchisme ou au gaullisme, la Nouvelle Action Royaliste ne devient aujourd'hui «socialiste».

Royaliste tout simplement, mais pleinement royaliste, elle poursuit sa route, avec des compagnons qui ne pensent pas toujours comme elle, dans le débat constant avec toutes les familles politiques et intellectuelles de la nation, avec pour ambition d'imaginer autre chose que ce qui existe, pour l'Etat, pour la société française et dans le domaine international. Elle souhaite l'unité, la justice et la liberté, ce qui exclut tout esprit de guerre civile, toute compromission avec les totalitarismes de droite et de gauche. C'est ainsi qu'elle entend demeurer fidèle à son engagement originel, et servir le Prince qui incarne son espérance.

Bertrand RENOUVIN

Cet article ne prétend pas être une histoire de la NAR, qui demanderait déjà un gros volume. Il s'agit d'une simple évocation. Ceux qui voudraient se faire une idée plus précise de notre évolution pourront lire les ouvrages suivants :

Gérard Leclerc :
- «Un autre Maurras» (1973), prix franco : 45 F.
- «Avec Bernanos» (1982), prix franco : 65 F.

Bertrand Renouvin :
- «Le Projet royaliste» (1973), prix franco : 25 F.
- «Le Désordre établi» (1975), prix franco : 35 F.
- «La Révolution tranquille» (1981), prix franco : 40 F.

Philippe Vimeux :
- «Le comte de Paris ou la passion du présent» (1975), prix franco : 40 F.
Collectif :
- «Des royalistes aujourd'hui qui sont-ils» (1979), prix franco : 7 F.



Journées Royalistes 1978 : à la tribune : Maurice Clavel, Yves Lemaigen, Gérard Leclerc

au lecteur

Comme nous l'avions déjà expliqué à nos lecteurs habituels, ce numéro de «Royaliste» est un numéro spécial qui restera en vente jusqu'au 16 septembre, date où nous reprendrons notre rythme bi-mensuel de parution normale.

Pour des raisons d'économie financière, «Royaliste» n'est pas diffusé dans tous les kiosques. Vous le trouverez cependant dans ceux des gares, les maisons de la presse et les principaux kiosques des grandes villes.

Vous pouvez également demander à votre marchand habituel de vous le commander auprès des N.M.P.P.

Enfin, si vous désirez faire mieux connaissance avec nos idées, vous pouvez également profiter, sans engagement de votre part, de notre offre exceptionnelle (voir ci-contre).

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez le faire connaître à des amis, vous pouvez :

- soit nous donner les noms et adresses de personnes auxquelles nous l'enverrons (joindre 3 F par adresse pour couvrir nos frais),
- soit en commander des exemplaires supplémentaires que vous diffuserez vous-même.

Tarif : 5 ex. : 15 F - 10 ex. : 30 F - 20 ex. : 60 F.

Commandes accompagnées de leur règlement à l'ordre de «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris.

un faisceau de publications

La diffusion des idées royalistes constitue une des missions constantes de notre mouvement. Pour cela nous avons créé un véritable faisceau de publications qui ont chacune leur vocation propre. Une simple énumération ne pourra vous suffire pour les juger, mais l'achat d'un numéro spécimen vous permettra d'en faire mieux connaissance.

A côté de notre bi-mensuel «Royaliste» en quelque sorte le «journal officiel» du mouvement, nous éditons :

- «La lettre aux adhérents», mensuelle, strictement réservée aux adhérents du mouvement (écrivez nous pour nous demander les conditions d'adhésion à la N.A.R.),

- «Royaliste-Cahiers-Trimestriels» revue qui complète le bi-mensuel et publie les études de fond qui ne peuvent y trouver place (numéro spécimen : 12 F),

- «Le Lys Rouge», revue trimestrielle de débat et de libre expression, publiant les études et recherches des cercles et cellules du mouvement ou de simples adhérents (numéro spécimen 10 F),

- «Royaliste-Université», mensuel édité pendant l'année scolaire par les étudiants pour assurer la propagande dans le monde universitaire. (Numéro spécimen : 3 F).

Sur simple demande de votre part nous vous adresserons la liste détaillée des brochures et livres que nous diffusons ainsi que le sommaire complet des numéros disponibles de nos revues.

quatre propositions pour en savoir plus

L'expérience montre que bien au delà de nos lecteurs habituels, notre numéro «spécial vacances» touche chaque été un public beaucoup plus vaste qui nous découvre à cette occasion pour la première fois.

Nouveau lecteur, vous avez peut-être été surpris, dérangé, voire scandalisé par nos analyses et nos prises de position. C'est que les royalistes d'aujourd'hui disent rarement ce que l'on attend d'eux : non par goût de la provocation, mais parce que le royalisme a ses exigences propres, et ne s'embarasse ni de considérations tactiques, ni de démagogie, encore moins d'idéologie. Avant de nous juger d'une manière définitive,

nous pensons qu'il est nécessaire que vous soyez informés plus complètement. En effet, le cadre étroit et limité d'un numéro de notre journal n'a pu vous donner qu'une vue partielle de ce que nous sommes. Aussi, pour compléter votre information, nous vous faisons une offre exceptionnelle comportant l'envoi d'une documentation, d'une brochure, de deux livres et d'un abonnement d'essai de 3 mois à notre journal.

BULLETIN RÉPONSE

Nom : Prénom :

Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part :

- une documentation sur la Nouvelle Action Royaliste
- la brochure «Des royalistes aujourd'hui qui sont-ils ?» 6 F
- un abonnement d'essai de trois mois à «Royaliste» 16 F
- le livre «Le comte de Paris ou la passion du présent» 40 F
- le livre «La révolution tranquille» 40 F

OFFRE EXCEPTIONNELLE : le tout pour 50 F (au lieu de 102 F)

Commandes et règlements à l'ordre de ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP Paris 18 104 06 N.

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : P.énom :

Adresse :
.....
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

une action, un projet

LA NOUVELLE ACTION

ROYALISTE

FORME UNE COMMUNAUTE MILITANTE

- indépendante des partis de droite et de gauche, des clientèles et des forces d'argent,
- démocratiquement organisée par des militants élus qui, dans le cadre d'institutions représentatives (comité directeur, conseil national, congrès) fixent la ligne du mouvement,
- composés de citoyens actifs qui veulent, dès maintenant, que la vie soit changée dans leur commune, leur entreprise, leur région, et qui veulent réaliser les conditions politiques de ce changement,
- animée par une volonté de recherche et de propositions, dans un souci de dialogue permanent avec toutes les familles politiques et intellectuelles de la nation.

PREPARE LE RECOURS AU COMTE DE PARIS

- dans le cadre des institutions de la Vème République, dont l'esprit monarchique a été voulu par le général de Gaulle,
- en refusant de céder, dans sa pensée et son action, à la logique de guerre civile,
- en démontrant, par sa participation au débat politique et intellectuel, que notre pays a besoin d'un homme libre, capable d'arbitrer entre les intérêts et les partis, donc en mesure de poser les conditions de la justice et de la liberté,
- en respectant la pleine indépendance du Prince qui ne peut être le chef du «parti royaliste» puisque sa fonction est d'être l'homme de la nation tout entière.

C'est librement que la Nouvelle Action Royaliste présente aux Français et illustre par ses réflexions et par ses choix le projet royaliste.

LE PROJET ROYALISTE

UN PROJET POLITIQUE

- qui tend à l'instauration d'un Etat arbitral, incarné par un homme représentant l'histoire de la nation et voué par une tradition millénaire au service de la France et des Français,

- qui fonde cet Etat sur une légitimité à la fois historique et populaire, afin que le peuple tout entier puisse se reconnaître dans le pouvoir.

Le projet de la N.A.R. est donc royaliste. Il entend couronner les institutions voulues par le général de Gaulle en réalisant son intention première qui était de donner à l'Etat la continuité par-delà les affrontements partisans, et le restaurer dans sa pleine indépendance.

UN PROJET ECONOMIQUE

Contre le libéralisme économique qui tue la liberté des hommes en les soumettant au pouvoir de l'argent, la NAR est :

- favorable à une politique de nationalisations dès lors que les groupes industriels et financiers menacent la liberté de l'Etat, et à condition que cette politique soit mise au service d'un projet industriel,
- favorable à une politique de protection temporaire de l'activité nationale, afin de lutter contre le chômage et contre l'impérialisme économique,
- favorable à une organisation plus autonome de la production, seul moyen de redonner vie aux communes et aux régions.

UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Parce que le royalisme est fondé sur un souci de justice, la N.A.R. souhaite une répartition plus équitable des richesses et des sacrifices, notamment par le biais de la fiscalité.

- parce qu'il n'y a pas de royalisme sans liberté des personnes et des communautés, la N.A.R. souhaite la naissance d'une nouvelle citoyenneté, par la diffusion des pouvoirs et des responsabilités,

- à cet effet, elle vient de fonder les Clubs Nouvelle Citoyenneté, qui réfléchiront aux conditions concrètes du changement dans la société française.

UN PROJET DIPLOMATIQUE

- animé par la volonté de défendre l'indépendance nationale et l'existence culturelle de la nation, face aux impérialismes soviétique et américain,

- tourné vers la constitution d'une internationale des nations qui rassemblerait, dans le respect de la liberté politique et de l'identité culturelle de chacun, les peuples qui entendent préserver ou reconquérir leur indépendance à l'égard des empires.

Tel est le projet royaliste, qui propose aux Français une révolution tranquille pour la justice et la liberté.
